

Analyse des déterminants de l'accès aux micro crédits des femmes dans l'UEMOA

Analysis of the determinants of women's access to microcredit in the WAEMU.

Auteur 1 : LASSEY-ASSIAKOLEY Sitouvi Ata Messan.

Auteur 2 : EDGEWEBLIME Kcodgoh Laurents.

LASSEY-ASSIAKOLEY Sitouvi Ata Messan, (ORCID *, Doctorant .)
Université de Lomé / Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Togo

EDGEWEBLIME Kcodgoh Laurents, (Maître de Conférences)
Université de Lomé / Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Togo.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : LASSEY-A S. & EDGEWEBLIME K (2024) « Analyse des déterminants de l'accès aux micro crédits des femmes dans l'UEMOA », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 26 » pp: 0306– 0330.

Date de soumission : Septembre 2024

Date de publication : Octobre 2024



DOI : 10.5281/zenodo.13898223
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

Ce document met en évidence les principaux déterminants de l'accès des femmes au microcrédit dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La connaissance de ces déterminants peut aider les IMF à réussir, ainsi que les gouvernements à appliquer des politiques adéquates. Cette analyse est réalisée à partir des données d'enquête de la base de données mondiale sur l'inclusion financière 2021. Nous constatons que l'accès des femmes aux microcrédits est soumis aux mêmes déterminants que celui des hommes. L'ouverture d'un compte financier ou mobile, l'épargne, les envois de fonds, le fait d'avoir un emploi et de vivre dans une zone rurale ont une influence positive et significative sur l'accès des femmes au microcrédit, tandis que l'éducation et le niveau de revenu ont une influence négative et significative. En conclusion, les microcrédits atteignent les habitants des zones rurales, mais il existe certaines contraintes au niveau de l'offre qui limitent l'accès des personnes très pauvres.

Mots clés : accès, déterminants, microcrédits, femmes, UEMOA

Abstract

This paper highlights the main determinants of women's access to microcredit in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) countries. Knowing these determinants can help MFIs succeed and enable governments to enforce suitable policies. This analysis is carried out using survey data from the 2021 Global Financial Inclusion Database. One can notice that women's access to microcredit is subject to the same determinants as men's. Opening a financial or mobile account, saving, remittances, being employed and living in a rural area have a positive and significant influence on women's access to microcredit, while education and income level have a negative and significant influence. In conclusion, microloans reach rural people, but there are some supply-side constraints that limit access for the very poor

Keywords :access, determinants, microloans, women , WAEMU

Introduction

La microfinance se rapporte aux **prêts** (microcrédit), aux **assurances** (micro-assurance), et à d'autres produits financiers destinés généralement aux couches les plus pauvres d'une population, souvent en situation de précarité, exclues du système bancaire ou financier classique (Vanroose, 2008 ; Ashta et al. 2014). La microfinance a connu au cours de ces dernières décennies un développement mondiale et est devenue une industrie importante (Couchoro & Gbandi, 2018). Elle a permis aux populations jadis exclues du financement bancaire d'avoir accès aux services financiers (Boyé et al, 2009 ; Abalo, 2007).

Le microcrédit, l'instrument le plus connu et plus utilisé qui est un prêt de l'institution de microfinance, fait référence à de très petits prêts accordés à des emprunteurs non-salariés avec peu ou pas de sécurité, accordés par des institutions enregistrées. Selon Lelart (2005), le micro crédit est un crédit de proximité qui s'adapte aux besoins des bénéficiaires ; un petit crédit d'un montant peu élevé sensiblement inférieur au crédit qu'on peut solliciter auprès d'une banque. Pour Ramboarison-Lalao (2015) ce sont de petits prêts de 50 à 1 000 dollars. En effet, ce type de crédit est sollicité par des personnes à très bas revenu, en règle générale les femmes.

L'accès reflète la capacité des agents à utiliser les services et les produits financiers offerts par les institutions formelles (Ouattara et al, (2021). L'accès au microcrédit peut être décrit comme le droit des pauvres économiquement actifs d'utiliser ou d'obtenir de tels services auprès des institutions de micro finances (IMF) afin de créer ou de développer des micro-entreprises. L'accès au microcrédit joue un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté, en particulier parmi les ruraux pauvres. Evans et Jovanovic (1989) identifient le capital comme un élément important pour démarrer son entreprise. L'accès des femmes aux crédits est un enjeu important car elles participent directement à l'amélioration des conditions de vie des ménages (SORO,2014). De plus, on admet généralement que les femmes font un usage plus efficace des ressources à leur disposition pour l'amélioration du bien-être de leur ménage. Ainsi donc, faciliter l'accès des femmes aux crédits permettrait de réduire substantiellement le taux de pauvreté des ménages aussi bien dirigés par des femmes que par des hommes.

Les programmes de microcrédit parrainés ont créé des différences positives significatives dans la situation socio-économique et la vie des femmes rurales (Hashemi, 1996). Malgré tous les efforts, les femmes restent sous-représentées dans la proportion des individus ayant accès au microcrédit. L'on pourrait ainsi penser qu'elles ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès au microcrédit que les hommes. Pour certains auteurs, il existerait une discrimination de sexe

dans la distribution des crédits par les institutions de microfinance. Dans les pays en développement, la discrimination contre les femmes entrepreneurs dans l'accès au crédit formel est mise en évidence dans de nombreux cas (Mckee 1989 ; Otero et Downing 1989 ; Fletscher et Kenney 2011 ; Hansen et Rand 2014). Les femmes qui souhaitent créer une entreprise en Afrique sub-saharienne sont toujours confrontées à de sérieux problèmes de financement (Akouwerabou, 2020). Le problème est prononcé pour les zones rurales où le secteur financier est dominé par les hommes (Abor et Biekpe, 2006). Gahungu et al (2013, p.18) et Guérin (2015) justifient la méfiance de prêter aux femmes par rapport aux hommes par des considérations socioculturelles que par le manque des garanties de ces dernières. Par exemple, dans les sociétés africaines de façon général, ce sont les hommes qui ont le droit de possession des biens familiaux qu'ils peuvent hypothéquer. Kevane et Mknelly (2003) affirment à partir d'une étude menée au Burkina Faso que les caractéristiques sociodémographiques de l'emprunteur influent sur l'obtention du crédit (Manwari, Ngare et Kipsang, 2017). C'est le cas des femmes qui ne constituent pas une clientèle privilégiée pour les banques quel que soit les occupations qu'elles exercent.

Dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la microfinance est un secteur en pleine expansion et porteur de beaucoup d'espoir sur le plan de l'accessibilité aux services financiers pour les populations de la zone rurale. De 107 unités en fin Décembre 1993, Le nombre de (SFD) dans l'UMOA est passé à 524 unités en fin juin 2023. En outre, plus de 17.284.110 personnes ont bénéficié des services financiers fournis par les institutions de microfinance, à travers 4.370 points de service répartis dans les États membres de l'Union en fin décembre 2022 (BCEAO, 2022). Malgré d'importants progrès d'ensemble en 2017, la Banque mondiale rapportait que 1,2 milliard de personnes de plus qu'en 2011 avaient un compte en banque, un écart de 9 % subsiste entre l'accès des hommes et celui des femmes. L'enquête Global Financial Inclusion Database édition 2017 de la Banque mondiale a révélé pour l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine que le nombre de femmes disposant d'un compte est moins important comparativement aux hommes. Par ailleurs, les écarts entre hommes et femmes dans la détention d'un compte varient entre 8% et 20% selon les pays. Cette situation nous amène à poser la question de savoir : quels sont alors les facteurs qui jouent un rôle clé dans l'accès aux microcrédits des femmes dans l'UEMOA ?

La question des déterminants n'est pas encore tranchée puisque le gap entre l'accès des hommes et des femmes n'est pas encore comblé. C'est dans ce contexte que cette étude est faite et vise à contribuer à la littérature sur le sujet. Il est opportun d'analyser les facteurs qui favorisent

l'accès des pauvres à la microfinance afin de confirmer si le microcrédit leur parvient surtout aux femmes, qui en sont les premiers destinataires. Nous analysons les déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes dans l'UEMOA. Plus spécifiquement il s'agit d'analyser les facteurs socio-économiques qui influencent l'accès aux microcrédits dans L'UEMOA

Pour les besoins d'analyses empiriques, nous avons utilisé les données du Global Financial Inclusion Database 2021 qui sont issues d'enquêtes nationales représentatives auprès d'environ 128 000 adultes dans plus de 120 économies. Nous nous sommes limités aux pays de l'UEMOA en excluant le Niger et la Guinée-Bissau dont les données ne sont pas disponibles. Nous avons utilisé un modèle de régression logistique qui analyse des variables qualitatives et dans notre cas l'accès aux microcrédits qui est une variable qualitative binaire.

Nous avons trouvé que l'ouverture compte, milieu de résidence, l'épargne, le milieu de résidence ont une influence positive et significative sur l'accès aux microcrédits. Par contre, l'envoi ou la réception de rémittence, l'éducation ont une influence négative significative sur l'accès aux microcrédits. De plus le fait d'être une femme n'affecte pas l'accès aux microcrédits de manière significative.

Nous nous sommes concentrés dans notre étude sur les pays de l'UEMOA qui ont un passé et une histoire institutionnelle culturelle actuelle similaires. Dans le même ordre d'idées, le type de colonisation a une influence sur les motivations entrepreneuriales des populations (Decker et al., 2020 ; North, 1990, 2006), en termes de culture et d'entreprise. Les motivations spécifiques des clients dans les pays peuvent déterminer l'accès ou non aux microcrédits, mais elles sont difficiles à mesurer (inobservables). Nous nous sommes donc attardés sur les critères socio-économiques et démographique pour faire notre analyse.

Le reste du document est organisé comme suit. Après la présentation de l'état des lieux de la microfinance dans l'UEMOA, nous passerons à revue de la littérature, ensuite nous expliquerons la méthodologie et les sources de données utilisées dans l'étude. Puis nous aborderons et discuterons les résultats avant de conclure dans la dernière section.

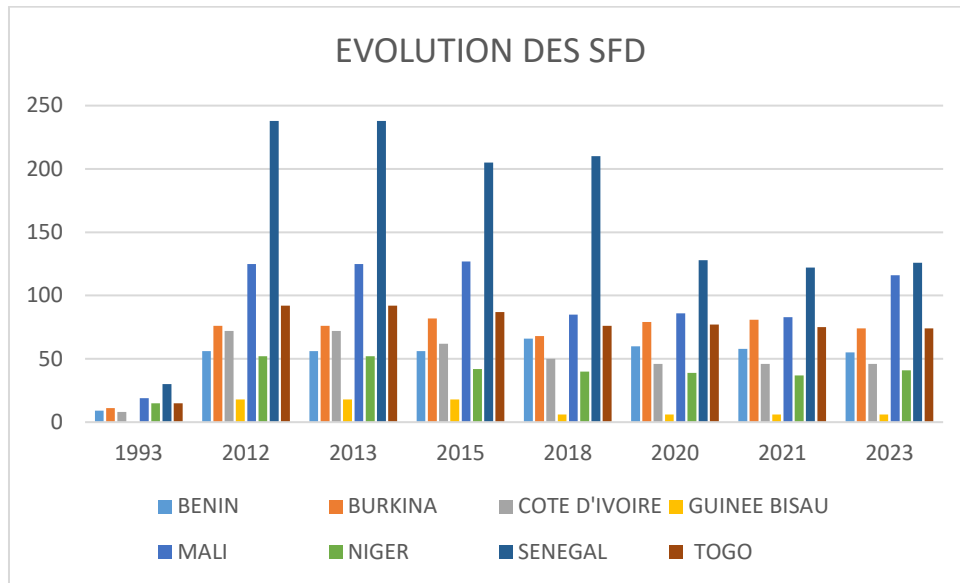
1. Etat des lieux de la microfinance dans l'UEMOA

1.1 Evolution des structures de financement décentralisées

À fin décembre 2023, le nombre de Sociétés Financières Décentralisées (SFD) dans l'UMOA s'établit à 540. Les institutions de microfinance de l'Union desservent 18.097.468 clients à

travers un réseau de 4.778 points de service répartis dans les États membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 16.906.460 clients pour 4.616 points de service. La dynamique de croissance des activités des SFD s'est globalement poursuivie, notamment en matière d'ouverture de comptes et d'octroi de crédits en faveur de la clientèle

Figure N°1 : Evolution du nombre des Sociétés financières décentralisées (SFD) de 1993 à 2023



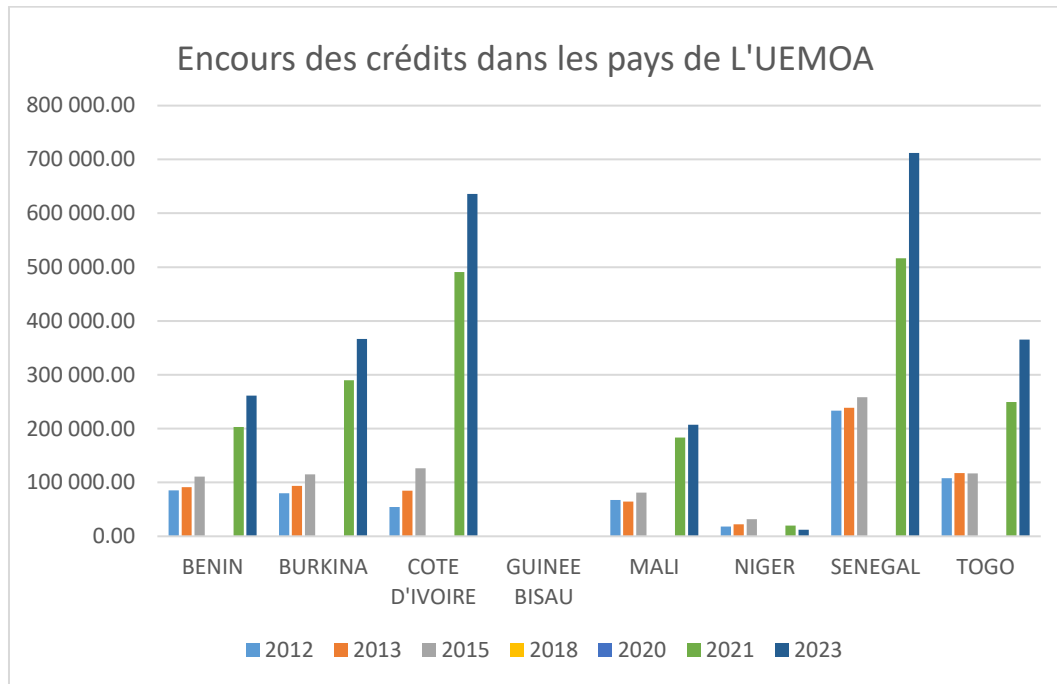
Source : Auteur à partir des données de la BCEAO

1.2 Situation des encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance

L'encours des crédits octroyés par les SFD de l'Union a augmenté de 125,3 milliards FCFA (soit +5,1%) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.561,1 milliards FCFA. En glissement annuel, il est enregistré une progression de 18,0%. La hausse trimestrielle des crédits a été observée au Sénégal (+44,4 milliards FCFA, +6,6%), au Bénin (+22,7 milliards FCFA, +9,5%), au Togo (+22,5 milliards FCFA, +6,5%), au Burkina (+21,4 milliards FCFA, +6,2%), en Côte d'Ivoire (+16,1 milliards FCFA, +2,6%), et dans une moindre mesure, en Guinée-Bissau (+525,0 milles FCFA, +1,1%). En revanche, une baisse est notée au Niger (-1,2 milliard FCFA, -8,9%) et au Mali (-478,8 millions FCFA, -0,2%). Les crédits accordés par les SFD sont constitués à 51,1% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long terme représentent respectivement 30,6% et 18,3% du total de l'encours des crédits sur la période sous revue. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 51,4% des crédits octroyés, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement représenté 20,6% et 28,0% des

concours accordés. Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 141.519 FCFA à fin décembre 2023, en hausse par rapport au trimestre précédent (+3,4%), reflétant une augmentation plus importante de l'encours des crédits (+5,1%) par rapport à celle du nombre des bénéficiaires (+1,7%) au cours de la période sous revue. En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des crédits a progressé de 10,2%.

Figure N°1 : Encours des crédits dans les pays de L'UEMOA de 2012-2023



Source : Auteur à partir des données de la BCEAO

2. Revue de la littérature

La problématique de l'accès aux microcrédits des femmes est abordée dans la littérature. Plusieurs études mettent en exergue les caractéristiques socioéconomiques, géographiques, démographiques, financières et psychologiques de l'individu comme principaux déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes. Sans toutefois être exhaustif, nous évoquons certains de ces travaux. Ainsi, les différentes approches théoriques et empiriques seront abordées.

2.1 Revue théorique

L'accès aux services financiers comporte deux dimensions : la demande et l'offre (Stijin, 2005). La demande examine le choix fait par les individus en ce qui concerne les services fournis par les institutions financières, tandis que l'offre se rapporte à la fourniture de services financiers ou à l'intermédiation financière. Les théories sur l'accès aux services financiers fournissent un

cadre général pour la demande de services financiers (dimension de la demande d'accès) et l'intermédiation financière (dimension de l'offre d'accès aux services) ou, du moins, pour comprendre ces concepts d'accès aux services financiers. Il existe plusieurs théories relatives à la prise de décision dans la littérature économique. Ces théories comprennent la théorie de la rationalité, la théorie de la rationalité limitée, la théorie de la satisfaction, la théorie des perspectives, la théorie intertemporelle, la théorie de la surveillance déléguée, la théorie de l'asymétrie de l'information et la théorie des coûts de transaction (Scholtens & Wensveen, 2003). Toutefois, compte tenu du thème de la présente étude, qui traite de l'accès des microcrédits aux femmes dans les pays de l'UEMOA, l'étude se concentre sur quatre théories à savoir : les théories du contrôle délégué et celle du choix rationnel, qui expliquent la demande de services financiers, tandis que l'asymétrie de l'information et la théorie des coûts de transaction expliquent l'intermédiation financière, ou la dimension de l'offre de l'accès aux services financiers.

La théorie de la surveillance déléguée affirme que les institutions financières ont la capacité d'agir en tant que surveillants délégués pour les épargnants nets (Diamond, 1984). Dans ce contexte, les déposants ont délégué la garde de leur épargne aux intermédiaires financiers et leur ont demandé de l'investir prudemment pour obtenir de meilleurs rendements. Les prestataires de services financiers ont donc une relation fiduciaire avec leurs clients et doivent veiller à ce qu'il n'y ait pas de dépréciation de la valeur des dépôts ou de pertes dues à la négligence du personnel de la banque ou à une prise de risque excessive. De même, ils sont également chargés de préserver la stricte confidentialité des comptes des déposants et des emprunteurs, car les informations financières sont coûteuses.

La théorie du choix rationnel est proposée par les économistes néoclassiques. La théorie commence généralement par l'examen du comportement de choix de l'individu qui prend la décision. Les partisans de la théorie du choix rationnel estiment que l'individu qui prend la décision est un « représentant » d'un groupe sur un marché financier, tel que les femmes. L'analyse de la théorie du choix rationnel de la demande de services financiers implique généralement une description des éléments suivants: (i) le désir de services financiers (services d'épargne, de crédit et de transfert d'argent) ; (ii) la nature et le type de services fournis par les institutions financières ; (iii) les conditions dans lesquelles ces services sont fournis. Les individus sont confrontés au problème du choix entre les services fournis par les intermédiaires. L'approche de la théorie du choix rationnel repose sur le principe fondamental selon lequel les

choix effectués par l'individu sont les meilleurs pour l'aider à atteindre ses objectifs à la lumière de tous les facteurs incontrôlables.

La théorie de l'asymétrie de l'information postule qu'il existe une information imparfaite qui entraîne un problème d'information. Les conséquences des problèmes d'information sur le marché financier peuvent être classées comme ex ante ou ex post. Les problèmes ex ante liés à l'information sur le marché financier entraînent une sélection défavorable et un risque moral, tandis que les problèmes d'information ex post entraînent une sélection défavorable.

Les problèmes ex ante liés à l'information sur le marché financier entraînent une sélection adverse et un aléa moral, tandis que les problèmes d'information ex post conduisent à des services d'assurance ou à des vérifications de conformité coûteuses.

Hoff et Stiglitz (1990) classent les conséquences d'un problème d'information sur un marché financier en trois grandes catégories : (i) la détermination de l'ampleur du risque de défaillance (problème de sélection) ; (ii) le coût lié au respect des contrats de crédit (problème d'incitation) ; (iii) le coût lié à la surveillance des bénéficiaires de crédit pour garantir le remboursement du prêt (problème d'exécution).

La théorie des coûts de transaction soutient que les intermédiaires financiers ont émergé pour utiliser les économies d'échelle ainsi que la technologie des transactions. L'élément clé de la théorie des coûts de transaction comprend les coûts associés à la collecte et au traitement des informations nécessaires pour prendre une décision au cours du processus de transaction, à la négociation réussie des contrats, ainsi qu'au contrôle et à l'application des contrats (Benston & Smith, 1976). Ainsi, les institutions financières convertissent une créance financière en une autre, ce que l'on appelle la transformation qualitative d'un actif.

En tant que tels, les intermédiaires financiers offrent à leurs clients des liquidités et des possibilités de diversification. La facilité ou la difficulté à atteindre ces objectifs est déterminée par le niveau et la nature du coût de la transaction.

Les coûts de transaction découlent d'une combinaison de rationalité limitée (qui reflète à la fois une information imparfaite et une capacité limitée à l'analyser) et d'opportunisme, que Benston et Smith (1976) ont défini comme « la recherche de l'intérêt personnel avec ruse ». C'est le principal problème des intermédiaires financiers informels qui servent les emprunteurs les plus importants.

2.2 Revue empirique

Selon Johnson et Rogaly (1997), cibler les femmes pour des initiatives de microfinance peut se justifier en termes de viabilité financière des Institutions Micro Finance. L'exemple de la Grameen Bank montre que les femmes sont plus fiables et plus régulières dans les remboursements que les hommes. Ce constat, accompagné d'une efficacité accrue en termes de lutte contre la pauvreté, explique l'orientation du microcrédit sur les femmes.

Bhoj et coll. (2013) ont examiné les déterminants et les implications de la participation des femmes rurales à un programme de microfinance de groupe d'entraide dans l'État d'Uttarakhand en Inde. L'étude a révélé que l'âge des répondants, les niveaux d'éducation, les revenus non agricoles, la taille du troupeau et la distance jusqu'au marché sont les variables significatives qui ont influencé la participation des répondants au programme de microfinance du groupe d'entraide.

Dans une étude d'Anjugam et Ramasamy (2007), il a été constaté que l'âge des femmes et la valeur de l'actif productif qui n'incluait pas la terre avaient une influence significative mais négative sur l'accès des femmes à un programme de microfinance de groupe d'entraide en Tamil Nadu. En outre, les auteurs ont également constaté que le retard social, l'endettement et la disponibilité d'autres programmes de microcrédit ont un effet positif significatif influence sur la participation des femmes au programme.

Shah et Panigrahi (2015) ont utilisé une estimation de régression logit et ont découvert que les facteurs qui jouent un rôle important dans la détermination de la participation des femmes à un programme de crédit d'un groupe d'entraide sont le statut de chef de famille et l'âge, L'éducation, le nombre d'enfants nés par les répondants, les moyens de générer des revenus, la dette informelle, la proximité des banques, la migration et la capacité financière du ménage.

Manwari, Ngare et Kipsang, 2017 ont examiné les défis et les opportunités affectant l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs au Kenya. Les défis qui ont été abordés comprenaient l'insuffisance de capital, le manque de compétences en gestion et en finances, l'inaccessibilité aux prêts/crédits, le montant du prêt inadéquat, le manque de garanties de prêt, la fiscalité élevée, l'incapacité/difficulté à rembourser les prêts, la concurrence accrue, le manque de formation en compétences commerciales et de faibles niveaux d'alphabetisation. À l'aide de questionnaires et d'entretiens structurés pour collecter des données, une analyse de corrélation sur les variables, une analyse factorielle suivie de tests de fiabilité d'échelle ont été

utilisées pour déterminer la validité des résultats. Parmi les recommandations visant à améliorer l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs figure l'utilisation de plateformes mobiles et de TIC .

Manfred Kouty, Patrice Ongono & Doline Ngo Ngueda (2009) dans une étude identifie les déterminants de l'accès des femmes au microcrédit au Cameroun. Les résultats obtenus sur la base des données de l'enquête menée par le Centre d'études et de recherche en économie et gestion (CEREG) en 2009, montrent que les femmes ne subissent pas de discrimination dans l'octroi des microcrédits. Au contraire, le statut de femme accroît la probabilité d'y avoir accès. Cependant d'autres variables telles que le taux d'intérêt, le montant de l'emprunt et l'âge peuvent également expliquer l'accès des femmes au microcrédit.

Olateju et al (2017) examine les facteurs qui déterminent l'accessibilité au crédit parmi les femmes entrepreneurs de l'État de Lagos, au Nigeria. Un échantillon de 359 femmes entrepreneurs a été sélectionné auprès de la Cowries Microfinance Bank (CMB) grâce à une technique d'échantillonnage aléatoire simple et analysé avec une régression probit. Les résultats de l'analyse indiquent que toutes les variables qui ont été utilisées pour mesurer les déterminants de l'accès des femmes au programme de microcrédit sont significatives et présentent les signes attendus à l'exception de la variable âge qui n'est pas significative. Il est donc recommandé que la microfinance dans la zone d'étude tienne compte des facteurs suivants : l'état civil, les années d'expérience dans l'entreprise, le niveau d'éducation, le statut de pauvreté, la taille du ménage et le revenu lors de l'octroi d'un prêt aux femmes entrepreneurs. Comme cela contribuera grandement à garantir que le produit de prêt soit accordé aux bonnes personnes afin que les avantages du prêt puissent être obtenus.

Certains auteurs (Akangbe et al., 2012; Abosede et Azeez, 2011) ont aussi trouvé les hommes aussi bien que les femmes font face aux mêmes contraintes citées ci-dessus. En plus, selon Abosede et Azeez, bien que l'octroi des fonds de la microfinance aux femmes les autonomise, il n'y a pas des preuves que ceci est bénéfique à la société.

Meager (2018) a également testé l'effet hétérogène du microcrédit sur le bien-être en se concentrant sur les différences entre les groupes de revenus. À l'aide d'une méta-analyse de 7 essais contrôlés randomisés, les résultats de l'étude de Meager (2018) ont corroboré les conclusions de Tinh et al. (2016) pour montrer que les personnes à revenu élevé sont plus susceptibles de bénéficier de l'accès au microcrédit que les personnes très pauvres.

Les études antérieures ont tendance à se concentrer sur la question de savoir si l'impact identifié sur le bien-être est hétérogène ou non ; et quel sexe est susceptible de tirer le plus grand bénéfice d'un programme de microcrédit (Garikipati, 2012 ; Islam, 2015 ; Mannah-Blankson, 2018).

L'accès aux microcrédits des femmes en Afrique est un axe de recherche qui trouve des résultats mitigés quant à la discrimination ou non des femmes. Quant à la zone UEMOA, les études sur cette zone semblent se concentrer aux travaux de performance des institutions de microfinance.

3. Méthodologie

La modélisation des variables dépendantes qualitatives nécessite l'utilisation des modèles particuliers tels que le modèle logit ou probit (Pirrotte, 2011 ; Wooldridge, 2015). S'agissant du cadre opératoire, il est question de déterminer pour la variable à expliquer (l'accès au microcrédit), les variables explicatives correspondantes qui permettent de faire une analyse de leurs influences sur la variable à expliquer.

Cette analyse est faite en utilisant un modèle Logit puisque la variable dépendante accès au crédit (*acces_credrit*), une variable binaire prenant la valeur 1 si l'individu a obtenu le crédit et 0 sinon. Le modèle met aussi en relation la variable accès au crédit et un vecteur de variables sociodémographiques susceptibles d'affecter la probabilité d'accès au crédit pour les individus.

Nous allons dans un premier prendre les pays retenus dans notre analyse comme un seul pays et faire l'analyse de l'accès, ensuite nous allons faire l'analyse de l'accès pays par pays.

3.1 Spécification du modèle

Afin d'étudier les déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes dans les pays de l'UEMOA.

Nous proposons la spécification suivante :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 X_i + U \quad (1)$$

Où Y_i est la variable *ACCES_MICROCREDIT* est une variable dichotomique qui désigne le fait que l'accès au microcrédit (1) ou non accès au microcrédit (0)

X_i = vecteurs des déterminants potentiels de l'accès au microcrédit

$\beta_0 = \text{constante}$

β_1 = coefficient des variables

U= terme d'erreur

Description des variables.

La variable dépendante : *ACCES AUX MICROCREDITS* : Conformément aux données, nous opérationnalisons l'emprunt comme accès aux microcrédits et nous l'utilisons comme une variable indicatrice prenant la valeur un (1) si le répondant a eu un emprunt et zéro (0) s'il n'en a pas eu.

La Variable d'intérêt :

Niveau de revenu

La pauvreté est une situation dans laquelle une personne ne dispose pas de ressources suffisantes pour maintenir un mode de vie normal ou y accéder. Il peut être paramétré de plusieurs manières. Citro et Michael (1995) ont identifié la pauvreté comme une privation économique qui correspond, chez certaines personnes, à un manque de ressources suffisantes, leur permettant de consommer des biens ou des services. Cependant, la revue de la littérature permet de distinguer deux concepts principaux de pauvreté, à savoir : la pauvreté absolue qui se mesure par des seuils développés pour la première fois au début des années 1960, par Orshanskey (1963, 1965, 1969) et la pauvreté relative, qui se mesure par un seuil, seuil fixé à un pourcentage du revenu ou des dépenses médianes des familles (Citro et Michael, 1995)

Variables de contrôle : Outre les variables d'intérêt décrites ci-dessus, nous incluons un ensemble de variables de contrôle relative au capital humain (le niveau d'éducation), les variables démographiques (l'âge variant de 18 à 69 ans, le sexe), les variables relatives à la localisation (le milieu de résidence) et les variables relatives à l'emploi, à l'ouverture de compte financier, l'ouverture d'un compte mobile, au niveau d'éducation, à l'épargne, le transfert de fonds (remittance).

L'instruction accroît l'habileté de l'acteur à prendre des décisions après analyse des

Informations disponibles à son niveau (Adékambi et al., 2010).

L'âge est souvent utilisé comme indicateur de maturité des individus dans les processus de prise de décision (Rahman, 2003). Il est donc supposé que les personnes les plus âgées aient tendance à mieux gérer les crédits qui leur sont alloués que les plus jeunes. De ce fait, on peut

supposer une corrélation positive entre l'âge et la possibilité d'accès des producteurs aux crédits offerts par les IMF. Cependant certaines études (Mohamed, 2003 ; Eze et al., 2009) ont montré que les personnes âgées sont conservatrices et préfèrent éviter les situations d'endettement.

La littérature estime que **le genre** a un effet considérable sur l'accès au crédit (Morduch, 1999). Aussi, ce résultat est contraire aux études qui pensent que les femmes sont lésées dans l'accès aux services financiers (Everett et Savara, 1991 ; Goetz et Sen Gupta, 1996 ; Mayoux, 1998)

La téléphonie mobile semble avoir un potentiel élevé pour l'accès aux services financiers pour les personnes non bancarisées dans les pays en développement (Assadi et Cudi, 2011).

Le M-Banking serait une alternative moins coûteuse et plus adaptée que les services financiers conventionnels pour offrir les produits plus adaptés tels que le microcrédit et la micro-assurance à une plus large population des non-bancarisés.

Donovan (2012) définit l'argent mobile comme la prestation de services via la téléphonie mobile y compris le paiement mobile (transfert de fonds), la banque mobile (transactions, consultations et informations sur les comptes) et la finance mobile (crédit, assurance et épargne).

3.2 Méthode d'estimation

Cette analyse est faite en utilisant un modèle logit puisque la variable dépendante accès au crédit (access_credit), une variable binaire prenant la valeur 1 si le promoteur a obtenu le crédit et 0 sinon. Le modèle met aussi en relation la variable access_credit et un vecteur de variables sociodémographiques susceptibles d'affecter la probabilité d'accès au crédit pour les promoteurs. Nous utilisons pour nos estimations les variables utilisées dans certains travaux empiriques qui considèrent les caractéristiques des clients et leur ménage comme des facteurs déterminants de l'accès au microcrédit (Imai et al., 2010; Maldonado and Claudio, 2008; Wydick, 1999, etc.). Certaines de ces caractéristiques sont disponibles dans la base de données à notre disposition et nous ne prenons en compte que celles qui sont pertinentes pour cette analyse. Sur cette base, nous considérons l'âge du chef de ménage, le sexe(genre), le niveau d'éducation, le revenu du ménage et la localisation géographique du ménage, l'ouverture du compte financier, l'ouverture de compte mobile, l'épargne, le transfert de fonds (remittance) .

3.3 Sources des données

Nous utilisons les données du Global financial inclusion database 2021 qui ont été collectées à partir d'enquêtes nationales représentatives auprès d'environ 128 000 adultes dans plus de 120

économies. La dernière édition fait suite aux éditions 2011, 2014 et 2017 et comprend un certain nombre de nouvelles séries mesurant la santé et la résilience financières et contient des données plus granulaires sur l'adoption des paiements numériques, y compris les paiements des commerçants et des gouvernements. Dans la plupart des économies en développement, les données de Global financial inclusion database sont traditionnellement collectées au moyen d'entretiens en face-à-face. Pour les besoins d'analyses empiriques, nous avons utilisé les données du Global Financial Inclusion Database 2021 qui sont issues d'enquêtes nationales représentatives auprès d'environ 128 000 adultes dans plus de 120 économies. Nous nous sommes limités aux pays de l'UEMOA en excluant le Niger et la Guinée-Bissau dont les données ne sont pas disponibles

4. Résultats et Interprétations

Le tableau 3 ci-dessous, présente les résultats du modèle de régression logistique qui indique les déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes en prenant les pays de l'analyse comme un seul pays. La variable d'intérêt le niveau de revenu affecte significativement mais négativement l'accès aux microcrédits pour la couche ayant un revenu élevé, les autres niveaux de revenu ne sont pas significatifs. Certaines variables de contrôle affectent également l'accès aux microcrédits. Il s'agit de l'ouverture de compte financier et de compte mobile qui ont un effet positif sur l'accès aux microcrédits. Ce qui signifie qu'avoir un compte dans une institution financière et un compte mobile augmente la probabilité d'avoir accès aux microcrédits. L'envoi ou la réception de transfert de fonds (rémittance) à un effet positif sur l'accès aux microcrédits. La variable être une femme n'est pas significatif. Cela signifie qu'être une femme n'est pas un facteur clé de l'accès aux microcrédits. L'éducation a un effet négatif sur l'accès aux microcrédits. Être éduqué réduit la probabilité d'avoir accès aux microcrédits c'est un résultat contre intuitif mais qui peut s'expliquer par l'auto-exclusion (Claessens, 2005). Avoir un emploi a un effet positif et significatif sur l'accès aux microcrédits. Avoir un emploi augmente la probabilité d'avoir accès aux microcrédits. Résider en milieu rural a un effet positif et significatif sur l'accès aux microcrédits. Résider en milieu rural augmente la probabilité d'avoir accès aux microcrédits.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation avec l'ensemble des pays comme un bloc

VARIABLES	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT	ACCES_CREDIT
FEMME	-0.117** (0.052)	0.045 (0.054)	0.017 (0.055)	0.059 (0.055)	0.025 (0.056)	0.017 (0.056)	0.017 (0.056)	0.047 (0.057)	0.045 (0.057)
COMPTE FINANCIER		0.636*** (0.060)	0.661*** (0.061)	0.626*** (0.062)	0.453*** (0.064)	0.482*** (0.065)	0.482*** (0.065)	0.472*** (0.065)	0.476*** (0.065)
COMPTE MOBILE		0.689*** (0.056)	0.720*** (0.058)	0.684*** (0.058)	0.503*** (0.061)	0.528*** (0.061)	0.528*** (0.061)	0.393*** (0.064)	0.397*** (0.065)
2.AGE			0.033 (0.061)	0.026 (0.062)	0.028 (0.063)	0.034 (0.063)	0.034 (0.063)	0.020 (0.063)	0.017 (0.063)
3.AGE			-0.184* (0.111)	-0.110 (0.112)	-0.071 (0.113)	-0.064 (0.113)	-0.064 (0.113)	-0.113 (0.115)	-0.118 (0.115)
1.EDUCATION			-0.181*** (0.059)	-0.157*** (0.059)	-0.241*** (0.061)	-0.200*** (0.062)	-0.200*** (0.062)	-0.199*** (0.064)	-0.191*** (0.066)
EMPLOI				0.409*** (0.065)	0.323*** (0.066)	0.321*** (0.066)	0.321*** (0.066)	0.288*** (0.066)	0.287*** (0.066)
EPARGNE					0.830*** (0.059)	0.848*** (0.060)	0.848*** (0.060)	0.762*** (0.061)	0.764*** (0.061)
4.NIVEAU DE REVENU						-0.126 (0.092)	-0.126 (0.092)	-0.148 (0.094)	-0.147 (0.094)
5.NIVEAU DE REVENU						-0.243*** (0.090)	-0.243*** (0.090)	-0.242*** (0.093)	-0.239** (0.093)
MILIEU DE RESIDENCE								0.261*** (0.062)	0.254*** (0.063)
REMITTANCES								0.560*** (0.063)	0.563*** (0.063)
ACCES A INTERNET									-0.033 (0.071)
CONSTANT	0.019 (0.037)	-0.542*** (0.076)	-0.459*** (0.083)	-0.779*** (0.098)	-0.962*** (0.100)	-0.910*** (0.113)	-0.910*** (0.113)	-1.223*** (0.126)	-1.214*** (0.127)
OBSERVATIONS	6,000	6,000	5,975	5,975	5,975	5,975	5,975	5,975	5,975

ROBUST STANDARD ERRORS IN PARENTHESES

*** P<0.01, ** P<0.05, * P<0.1

Source : Auteur

Le Tableau 4 ci- dessous , présente les résultats Pays par Pays

Au Togo, le compte financier a un effet significatif et positif, le niveau d'éducation a un effet significatif mais négatif, l'épargne a un effet significatif et positif, le niveau de revenu est significatif et positif , le transfert de fonds (remittance) est significatif et positif , l'accès à internet est significatif et négatif à 10 %.

Au Sénégal la variable femme est significative et positive, le compte financier est positif et significatif, le compte mobile est positif et significatif à 10%,le niveau d'éducation est significatif et négatif , l'emploi est significatif et positif , l'épargne significative et positive , le milieu de résidence est positif et significatif , le transfert de fonds (la rémittence) est significative et positive

Au Mali la variable compte financier est significatif et positif, la variable compte mobile est significatif et positif, la variable emploi est positif et significatif, la variable épargne est positive et significative, la variable transfert de fonds (rémittence) est positif et significatif.

En côte d'ivoire la variable femme est significative et négative, la variable compte financier est significatif et positif, la variable compte mobile est positif et significatif à 10%, la variable épargne est positive et significative, la variable niveau de revenu élevé est négatif et significatif, le transfert de fonds (la rémittence) est significatif et positif.

Au Burkina-Faso, le compte financier est positif et significatif, le compte mobile est positif et significatif, l'âge est négatif et significatif à 10%, l'emploi est significatif et positif, l'épargne est significative et positive, le transfert de fonds (la rémittence) est significatif et positif

Au bénin, le compte financier est positif et significatif, le compte mobile est positif et significatif, l'âge est négatif et significatif, l'éducation est négatif et significatif à 10%, l'emploi est significatif et positif, l'épargne est positif et significatif, le niveau de revenu est négatif et significatif à 10%, milieu de résidence est positif et significatif, le transfert de fonds (la rémittence) est positive et significative

Tableau 4 : Résultats des estimations pays par pays

VARIABLES	Togo ACCES_CREDIT	Sénégal ACCES_CREDIT	Mali ACCES_CREDIT	Côte d'ivoire ACCES_CREDIT	Burkina ACCES_CREDIT	Bénin ACCES_CREDIT
FEMME	-0.140423 (0.142346)	0.49330*** (0.14785)	0.1394 (0.1418)	-0.401*** (0.144)	-0.04 (0.14)	0.1 (0.1)
COMPTFIN	0.374236** (0.164792)	0.47280*** (0.15807)	0.3927** (0.1633)	0.507*** (0.162)	0.48*** (0.17)	0.8*** (0.2)
COMPTMOB	0.236049 (0.155324)	0.30628* (0.17149)	0.6325*** (0.1743)	0.281* (0.155)	0.44*** (0.16)	0.5*** (0.2)
3.AGE	-0.146417 (0.308684)	-0.20503 (0.31595)	0.3873 (0.2441)	0.239 (0.316)	-0.45* (0.27)	-0.7** (0.3)
1.EDUC	-0.428959*** (0.155860)	-0.33497** (0.15906)	0.0849 (0.1851)	-0.120 (0.162)	-0.17 (0.17)	-0.3* (0.2)
EMPLOI	0.194862 (0.170272)	0.33233** (0.16046)	0.3577** (0.1740)	0.102 (0.164)	0.38** (0.17)	0.5*** (0.2)
EPARGNE	1.057241*** (0.150776)	0.80558*** (0.16280)	0.6508*** (0.1551)	0.995*** (0.151)	0.54*** (0.15)	0.5*** (0.1)
2.NIREV	0.559941** (0.238763)	-0.01840 (0.25261)	-0.1687 (0.2302)	-0.151 (0.251)	-0.10 (0.23)	-0.4* (0.2)
3.NIREV	0.413399* (0.247089)	-0.06017 (0.24361)	-0.1678 (0.2292)	-0.008 (0.249)	-0.02 (0.23)	-0.2 (0.2)
5.NIREV	0.142924 (0.245475)	-0.02048 (0.23956)	-0.2573 (0.2416)	-0.638*** (0.231)	-0.15 (0.23)	-0.3 (0.2)
MILRESID	0.102713 (0.165545)	0.66529*** (0.16705)	0.2716 (0.1844)	-0.159 (0.154)	0.28* (0.16)	0.4** (0.1)
REMITTANCES	0.654726*** (0.150128)	0.79556*** (0.17006)	0.7411*** (0.1630)	0.446*** (0.154)	0.36** (0.15)	0.5*** (0.2)
INTERNETACCESS	-0.296328* (0.179734)	0.09630 (0.17574)	0.0251 (0.1863)	-0.150 (0.171)	-0.07 (0.19)	0.2 (0.2)
Constant	-1.378199*** (0.307084)	-1.98723*** (0.28824)	-1.5297*** (0.2921)	-0.507* (0.281)	-0.94*** (0.29)	-1.2*** (0.3)
Observations	993	991	997	995	1,000	999

Robust standard errors in parentheses*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

5. Discussions

Au niveau des résultats (tableau 3) de l'ensemble, la variable Femme n'est pas significative mais est corrélée positivement à l'accès aux microcrédits. Cela révèle que dans l'UEMOA les femmes ne subissent pas une discrimination dans la distribution du microcrédit. Ce résultat suggère que toutes choses égales, une femme a la même chance qu'un homme de bénéficier d'un crédit auprès des IMF. Ce résultat confirme certaines études comme Manfred Kouty, Patrice Ongono & Doline Ngo Ngueda (2009) ayant établi qu'il n'y a pas de discrimination des femmes dans l'accès aux microcrédits.

Le niveau de revenu a une influence négative et significative au seuil de 10% pour un niveau de revenu élevé. Ce résultat est contraire aux résultats de l'étude de Meager (2018) et les conclusions de Tinh et al. (2016) pour montrer que les personnes à revenu élevé sont plus susceptibles de bénéficier de l'accès au microcrédit que les personnes très pauvres. Notre résultat montre que les femmes de revenu élevé ont une faible probabilité d'avoir accès aux microcrédits cela peut s'expliquer par l'auto-exclusion de ces dernières.

Le niveau d'éducation présente une significativité négative, ce qui veut dire qu'une femme éduquée a moins de chance d'accéder aux crédits. Ce résultat est corroboré par celui Nguariguem Nassarmadji, Christian Beassoum & Symphorien Ndang Tabo (2015) qui a trouvé qu'au Tchad la probabilité pour un individu ayant un niveau d'instruction élevé (secondaire ou supérieur) de bénéficier de services de microcrédit est 0,20 fois moindre que la probabilité qu'aurait l'individu ayant un niveau d'instruction faible (sans instruction ou primaire). Ce résultat est contraire à celui de Fidoline Ngo Nonga, Théophile Ngwem Mbog & Magloire Louis Bikomem (2015) qui trouve que le niveau d'éducation fait intervenir une relation positive entre l'obtention du crédit et le niveau primaire. Dans les zones rurales en général, les paysans sont soit non scolarisés, soit sous-scolarisés. Les jeunes qui réalisent des études longues quittent le milieu rural pour s'implanter dans les centres urbains qui leur offrent plus d'opportunités. De ce fait, les plus instruits qui restent en campagne ont le plus souvent le niveau du primaire. Ils présentent donc plus de possibilités d'obtention de crédit par rapport aux populations non scolarisées. On peut dire que sont les facteurs liés aux conditionnalités du crédit qui expliquent au mieux les réticences des femmes éduquées à accéder au microcrédit, ce qui est une forme auto-exclusion.

Les femmes en zone rurales ont une probabilité plus élevée à avoir accès aux microcrédits. De plus en plus de programme financé par les Etats permettent d'atteindre les femmes dans les milieux ruraux.

Les politiques d'accès des femmes les plus pauvres aux microcrédits dans l'UEMOA ont eu un impact permettant que les femmes ne soient pas discriminées dans l'accès. Toutefois pour l'accès au microcrédit il faut avoir un compte financier ou mobile, avoir épargné ce qui élimine certaines personnes surtout les ménages pauvres. Il serait donc important que l'Etat trouve une alternative pour financer les demandeurs de microcrédits.

Au niveau du tableau 4 où les pays sont pris individuellement. Nous remarquons que la variable Femme est significative au niveau du Sénégal et de la côte d'ivoire ; au niveau du Sénégal le fait d'être une femme augmente la probabilité d'avoir accès aux microcrédits. Cette situation peut s'expliquer culturellement. Au niveau de la côte d'ivoire par contre le fait d'être femme diminue la probabilité d'avoir accès aux microcrédits. Avoir un compte financier est significatif et positif pour tous les pays de l'analyse, ce qui veut dire que quel que soit le pays il faut avoir un compte financier pour avoir accès aux microcrédits. Ce résultat est identique pour l'épargne, le transfert de fonds. Il en est de même pour le compte mobile à l'exception du Togo où la variable compte mobile n'est pas significatif, on peut expliquer ce résultat par la couverture de l'accès mobile au Togo. L'âge est significatif et à une influence négative sur l'accès aux microcrédits des femmes au niveau de Burkina et du Bénin pour les personnes ayant entre 35 et 69 ans. Les personnes ayant cette tranche d'âge ont moins de chance d'accéder au microcrédit. Pour ceux qui ont un emploi la probabilité d'accéder aux microcrédits est élevé, ce résultat est commun pour le Sénégal, le Mali, Burkina -faso et le Bénin. Pour le Togo et la côte d'ivoire le fait d'avoir un emploi n'a aucun effet sur l'accès aux microcrédits. Pour le différents niveaux de revenus, c'est seulement pour le Togo le deuxième et le troisième quantile de revenu est significatif et positif ce qui signifie que ceux qui ont un niveau de revenu faible ont une probabilité élevé d'avoir accès aux microcrédits mais au Bénin le deuxième quantile est négatif et significatif. Pour l'accès à l'internet c'est seulement au niveau du Togo que c'est significatif mais négatif ainsi donc ceux qui ont accès à internet ont une probabilité faible d'avoir accès aux microcrédits.

Conclusion

Dans ce papier nous avons analysé les déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes dans l'UEMOA. Pour y parvenir nous avons utilisé le modèle logit. Notre méthode est particulièrement bien adaptée pour examiner en détail les déterminants de l'accès aux microcrédits des femmes. Nos résultats montrent que les femmes ne sont discriminées dans l'octroi du microcrédit. Les variables déterminantes de l'accès du microcrédit des femmes sont l'ouverture de compte financier, l'ouverture de compte mobile, l'épargne, l'envoi ou la réception de transfert de fonds (rémittance), le milieu de résidence, le niveau de revenu élevé.

Une politique efficace de lutte contre la pauvreté devrait permettre de bénéficier des conditions particulières d'accès au crédit. L'Union devra continuer dans sa dynamique à fournir des services et des produits spécialisés aux pauvres dans le cadre de leur stratégie de réduction de la pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

Abalo K., (2007), « Importance de la microfinance dans le financement des microentreprises au Togo », Contribution, Conférence Economique africaine.

Abor, J., & Biekpe, N. (2006). Small business financing initiatives in Ghana. *Problems and Perspectives in Management*, 4(3), 69-77.

Abosedo, A. J., & Azeez, B. A. (2011). Microfinance and gender in the context of millennium development goals (MDGs) in Nigeria. *Journal of development and Agricultural Economics*, 3(3), 98-106.

Akangbe, H. O., Adeola, O. O., & Ajayi, A. O. (2012). The effectiveness of microfinance banks in reducing the poverty of men and women at Akinyele Local Government, Oyo State Nigeria. *Journal of Development and Agricultural Economics*, 4(5), 132-140.

Akouwerabou, L. (2020). Les difficultés d'accès au financement: le cas des femmes entrepreneures du Burkina Faso. *Revue africaine de management*, 2(5).

Ashta, A., Couchoro, M., & Musa, A. S. M. (2014). Dialectic evolution through the social innovation process: from microcredit to microfinance. *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 3, 1-23
Assadi, D., & Cudi, A. (2011). Le potentiel d'inclusion financière du Mobile Banking: Une étude exploratoire. *Management & Avenir*, 46, 227-243.

Assadi, D., & Cudi, A. (2011). The Financial Inclusion Potential of Mobile Banking". An exploratory study». *Revue de Management et Avenir*, 46(6), 227-243.

Bardsley, P., & Meager, R. (2019). Competing lending platforms, endogenous reputation, and fragility in microcredit markets. *European Economic Review*, 112, 107-126.

Bhoj, S., Bardhan, D., & Kumar, A. (2013). Determinants and implications of rural women's participation in microfinance programme: An analysis of dairy self-help groups in Uttarakhand State of India. *Livestock Research for Rural Development*, 25(10), 1-11.

Claessens, S. (2005). Crisis Resolution, Policies, and Institutions Empirical Evidence Stijn Claessens, Daniela Klingebiel, and Luc Laeven. *Systemic financial crises: containment and resolution*, 169.

Couchoro, M. K., & Gbandi, T. (2018). Microfinance et pauvreté multidimensionnelle dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO): une perspective macro-économique. *Monde en développement*, (1), 147-164.

Couchoro, M., & Ashta, A. (2016). Analyse de la dérive de mission des IMF à partir des critères de sélection. *Savings and Development*, 40(1), 103–123.
<https://www.jstor.org/stable/90002021>

Decker, M. R., Wood, S. N., Hameeduddin, Z., Kennedy, S. R., Perrin, N., Tallam, C., ... & Glass, N. (2020). Safety decision-making and planning mobile app for intimate partner violence prevention and response: randomised controlled trial in Kenya. *BMJ global health*, 5(7), e002091.

Diamond, D. W. (1984). Financial intermediation and delegated monitoring. *The review of economic studies*, 51(3), 393-414.

Donovan, K. (2014, February). Subsistence entrepreneurs and misallocation. In *2014 Meeting Papers* (No. 771). Society for Economic Dynamics.

Evans, D. S., & Jovanovic, B. (1989). An estimated model of entrepreneurial choice under liquidity constraints. *Journal of political economy*, 97(4), 808-827.

Everett, J., & Savara, M. (1991). Institutional credit as a strategy towards self-reliance for petty commodity producers in India: a critical evaluation.

Guérin, I. (2015). *La microfinance et ses dérives. Emanciper, discipliner ou exploiter?*. Demopolis.

Hansen, H., & Rand, J. (2014). The myth of female credit discrimination in African manufacturing. *Journal of Development Studies*, 50(1), 81-96.

Hashemi, S. M., Schuler, S. R., & Riley, A. P. (1996). Rural credit programs and women's empowerment in Bangladesh. *World development*, 24(4), 635-653.

Hoff, K., & Stiglitz, J. E. (1990). Introduction: Imperfect information and rural credit markets—Puzzles and policy perspectives. *The world bank economic review*, 4(3), 235-250.

Imai, K. S., Arun, T., & Annim, S. K. (2010). Microfinance and household poverty reduction: New evidence from India. *World development*, 38(12), 1760-1774.

Johnson, S., & Rogaly, B. (1997). *Microfinance and poverty reduction*. Oxfam.

Journal of Economic Cooperation and Development, 37, 4 (2016), 125-148 Determinants of Microcredit Access: Empirical Analysis from South-West Nigeria Taofeek Aremu Kasali¹, Siti Aznor Ahmad² and Lim Hock Ean³

Kevane, M., & Conning, J. H. (2003). Why Isn't There More Financial Intermediation in Developing Countries?. Available at SSRN 1115508.

Komivi Afawubo, Mawuli K. Couchoro, Messan Agbaglah & Tchapo Gbandi (2020) Mobile money adoption and households' vulnerability to shocks: Evidence from Togo, Applied Economics, 52:10, 1141-1162, DOI: 10.1080/00036846.2019.1659496

Kouty M., Ongono P. et Ngo Nguenda D.,(2015), « L'accès des femmes au microcrédit au Cameroun ». Cité dans « la microfinance en Afrique Centrale : le défi des exclus » sous la dir. de Ayouk E.T. Centre de recherche pour le développement international. 438p

La microfinance en Afrique centrale: Le défi des exclus sous la direction de Elias T. Ayuk Langaa RPCIG Bamenda, Cameroun Directeur:Elias T. Ayuk Université des Nations Unies – Institut des Ressources Naturelles en Afrique (UNU-INRA), Accra, Ghana Bidonville, Graham Bower (2012) Graphique, Giuseppe Marconi (2008)© Centre de recherches pour le développement international 2015

Lelart, M. (2005). *De la finance informelle à la microfinance*. Archives contemporaines.

Les Déterminants de la demande de crédit des auto-entrepreneurs camerounais : le cas des AGR de Yaoundé, Sahad Zerzour¹ Mourad kertous² (2015)

Maldonado, J. H., & González-Vega, C. (2008). Impact of microfinance on schooling: Evidence from poor rural households in Bolivia. *World Development*, 36(11), 2440-2455.

Manwari L., Ngare P. ; Kipsang R., (2017), « Access to Finance for Women Entrepreneurs in Kenya : Challenges and Opportunities », Journal of Emerging Trends in Economics and Management Sciences. (8)1, pp.37-47.

Mayoukou C., kertous M.,(2015), « L'accès au crédit individuel par les clients des institutions de microfinance du Congo : une analyse des déterminants de l'auto-exclusion et de l'obtention du prêt » de boeck supérieur | « mondes en développement » 2015/1 n°169, pp. 121-138

- Mayoux, L. (1998). Women's empowerment and micro-finance programmes approaches, evidence and ways forward.
- McKee, K. (1989). Microlevel strategies for supporting livelihoods, employment, and income generation of poor women in the third world: The challenge of significance. *World Development*, 17(7), 993-1006.
- Michael, R. T., & Citro, C. F. (Eds.). (1995). *Measuring poverty: A new approach*. National Academies Press.
- Morduch, J. (1999). The role of subsidies in microfinance: evidence from the Grameen Bank. *Journal of development economics*, 60(1), 229-248.
- North, D. C. (1990). A transaction cost theory of politics. *Journal of theoretical politics*, 2(4), 355-367.
- Olateju, A. O., Aminu, A. W., Shehu, A., & Danmola, R. A. (2017). The determinants of women entrepreneurs' access to micro credit programme: A case study of Cowries Microfinance Bank (CMB) Lagos, Nigeria. *International Journal of Development and Sustainability*, 6(8), 783-791.
- Ouattara, B., Taonda, S. J. B., Traoré, A., Sermé, I., Peak, D., Sedogo, M. P., & Bationo, A. (2018). Use of a warrantage system to face rural poverty and hunger in the semi-arid area of Burkina Faso. *Journal of development and agricultural economics*, 10(2), 55-63.
- Perera, V. (2020). Women Empowerment Through Microfinance: An Empirical Study on Ampara District of Sri Lanka. In *Proceedings of International Conference on Business Management* (Vol. 17).
- Rahman, S. (2007). The impact of microcredit on poverty and women's empowerment: a case study of Bangladesh.
- Ramboarison-Lalao, L. (2015). Quels financements pour l'entrepreneuriat féminin à Madagascar?. *Entreprendre & innover*, 25(2), 35-48.
- Scholtens, B., & Van Wensveen, D. (2003). *The theory of financial intermediation: an essay on what it does (not) explain* (No. 2003/1). SUERF Studies.

Shah, D., & Panigrahi, S. (2015). Determinants of participation of women in Self-Help Groups (SGHs) and credit delivery from formal and informal sources to BPL households in Odisha. *Indian Journal of Agricultural Economics*, 70(3), 405-416.

Soro, G. A. (2014). Analyse des déterminants de l'accès à la microfinance: le cas des coopératives d'épargne et de crédit en Côte d'Ivoire. *Laboratoire d'économie et de management de Nantes (LENNA), Université de Nantes, France*.

Tan, K. S., Chong, S. C., Lin, B., & Eze, U. C. (2009). Internet-based ICT adoption: evidence from Malaysian SMEs. *Industrial Management & Data Systems*, 109(2), 224-244

Vanroose, A. (2008). What macro factors make microfinance institutions reach out?. *Savings and Development*, 153-174.